

## LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE AU SÉNAT

## Les chiffres de Loukal

**Lors de la séance plénière du Conseil de la nation, présidée, hier, par M. Abdelkader Ben Salah, le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, a présenté les évolutions économiques et monétaires 2015-2016.**

**Mounira Amine-Seka. - Alger (Le Soir) -** Selon le gouverneur de la Banque d'Algérie, le développement financier et monétaire qu'a vécu le pays à travers l'année 2015 et les orientations enregistrées en 2016, durant l'activité économique mondiale marquée par la fragilité, au vu du ralentissement du commerce mondial et la baisse des prix des matières premières, notamment ceux des cours du pétrole, ainsi que la hausse vertigineuse de la valeur du dollar américain, face à l'euro, l'économie nationale a fortement souffert de la chute des prix du pétrole, depuis juin 2014, particulièrement en ce qui concerne la finance publique, les comptes extérieurs et la liquidité monétaire.

Le déficit budgétaire et le compte courant extérieur ont connu une aggravation significative, ce qui a conduit à l'érosion quasi-totale du Fonds de régulation des recettes et une diminution significative des réserves de change. Cependant, l'activité économique a préservé son rythme durant l'année écoulée, soutenu principalement par la maintenance des dépenses publiques à un haut niveau. Malgré l'infime élargissement monétaire et la maintenance d'une politique monétaire prudente, l'inflation a augmenté crescendo, reflétant le dysfonctionnement au niveau de certains marchés.

Il a également souligné que la chute du cours du pétrole a mené au changement des cours des taux, comparativement à la longue période qui a duré de 2001 à 2014, notamment à la baisse graduelle de l'excès du flux monétaire que la Banque d'Algérie a absorbé.

Le rapport de la Banque d'Algérie a analysé le développement économique de 2015 et résumé les orientations de l'année 2016, soulignant particulièrement les retombées de la chute du cours du pétrole sur les équilibres économiques.

Concernant l'activité économique, le budget de l'épargne et les réserves de change accumulées durant les précédentes années ont permis, lors du choc qu'a connu l'activité économique mondiale, de faire des économies budgétaires, ce qui a permis un fort développement économique et la maintenance de la dépense publique à un haut niveau. Le taux intérieur en 2015 a augmenté de 3,8%, au même rythme que celui de l'année 2014, propulsé par les secteurs de l'agriculture, l'industrie et le bâtiment et travaux publics et les services commerciaux.

Depuis 2006, a déclaré le gouverneur de la Banque d'Algérie, le secteur des hydrocarbures a marqué une croissance de 0,4%, a contrario, l'année précédente, sa croissance était négative et a marqué -0,6%. Le taux intérieur brut, hors hydrocarbures, a marqué une infime régression de 5,0%, contrairement à l'année 2014 qui a affiché le chiffre de 5,7%. Le taux intérieur brut, à la fin de l'année 2016, a marqué une croissance de 4%, dans la continuité des orientations qu'a connues 2015, soit une croissance de 3,7% hors hydrocarbures et de 5,6% dans ledit secteur.

Quant à la balance du paiement, le cours du pétrole a baissé de 47,1% en 2005, passant de 100,2 usd, en 2014 à 53,1 usd en 2015, parallèlement à



Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque d'Algérie.

une baisse insignifiante dans le taux d'exportation des hydrocarbures, ce qui a mené à une baisse des recettes d'exportation des hydrocarbures de 34,4%, passant ainsi de 58,46 milliards de dollars, en 2014, à 33,08 milliards de dollars en 2015. Une baisse qui a également touché les exportations hors hydrocarbures de 42,5%, en 2015 ; passant de 60,13 milliards usd, en 2014, à 34,57 milliards usd, en 2015.

Quant à l'importation de différentes marchandises qui a connu une hausse importante, ces dernières années, une légère baisse a été enregistrée en 2015, pendant que l'euro a été revu à la baisse, comparé au dollar. Les importations sont passées de 59,67 milliards usd, en 2014, à 52,65 milliards usd, en 2015, soit, une baisse de 11,8%. Ainsi, la balance commerciale a enregistré un déficit de 18,08 milliards usd, en 2015, tandis que l'année 2014 a enregistré le chiffre record de 27,29 milliards usd. Ainsi, les réserves de change ont baissé de 34,81 milliards usd, passant de 178,94 milliards usd, en 2014, à 144,13 milliards usd, à la fin 2015.

A travers ces mêmes orientations qui se sont poursuivies en

2016, les recettes d'exportation des hydrocarbures ont atteint un taux de 27,66 milliards usd, sachant que le prix du baril a atteint les 45 usd, au courant de l'année 2016 et que le taux d'exportation a augmenté de 10,6%, comparé à l'année 2015. La balance commerciale a atteint un déficit de 20,38 milliards usd, pour que le compte courant enregistre un déficit de 26,32 milliards usd, ainsi la balance de paiement a enregistré un déficit de 26,03 milliards usd. Ce déficit a résulté suite à la baisse des réserves de change, passant de 144,13 milliards usd en décembre 2015, à 114,14 milliards usd en décembre 2016.

S'agissant du taux de change, au vu de la baisse de la devise des pays traitant avec l'Algérie, face au dollar, notamment, en 2015, le dinar algérien a connu une dévaluation de 20%, face au dollar américain et de 3,8% face à l'euro. Les finances publiques, et en raison de leur forte dépendance de la fiscalité pétrolière, ont connu une forte baisse, à la suite de la chute des cours du pétrole, puisque les revenus de la fiscalité pétrolière ont atteint les 2 273,5 milliards de dinars en 2015, une nette baisse, si on les compare à l'année 2014 qui a

enregistré 3 388,4 milliards de dinars. Tandis que les dépenses publiques sont passées de 6 995,7 milliards de dinars en 2014, à 7 656,3 milliards de dinars en 2015, soit une hausse de 9,4%.

La situation monétaire a marqué une timide croissance durant l'année 2016 qui était de 1,76%, contrairement à la période allant entre 2010 et 2014, durant laquelle le taux de croissance de la masse monétaire a été de 13,8%.

Les crédits destinés aux grandes entreprises ont marqué une hausse de 18,95% en 2015 et ont augmenté de 19,43% en 2016. Concernant les PME/PMI, les crédits ont marqué successivement une hausse de 14,92% et de 10,97%.

Ainsi, la liquidité des banques a graduellement baissé au long des années 2015 et 2016, passant de 2 731 milliards de dinars à la fin du mois de décembre 2014, à 1 833 milliards de dinars à la même période de l'année 2015, pour atteindre les 821 milliards de dinars à la fin décembre 2016. Soit une baisse de 69,9%, ce qui a redynamisé l'activité sur le marché financier.

L'inflation a reculé dans les années 2013 et 2014 pour reprendre en 2015, atteignant une moyenne annuelle de 4,8%. L'inflation, au mois de décembre 2016, a atteint une moyenne de 6,4%. Il faut souligner que la politique financière, à travers l'absorption du surplus de la masse monétaire, en contenant les pressions inflationnistes, a évité d'atteindre un niveau d'inflation plus élevé, même si le surplus de la masse monétaire qui ne s'est élargi que de peu durant les années 2015 et 2016 n'a pu être une source d'inflation durant ladite période.

M. A.-S.

## ASSOCIATION DES CONCESSIONNAIRES AUTOMOBILES

## Plaidoyer pour une industrie de la pièce de rechange

**Le sensible et toujours d'actualité dossier de l'industrie automobile n'en finira pas de susciter le débat. Au tout premier rang des concernés directement, l'Association des concessionnaires automobiles dont le vice-président, Mourad Eulmi, a participé, hier, en qualité d'invité de la Rédaction de la Chaîne 3, à éclairer la lanterne de la population d'Algériens très branchés sur le sujet comme jamais auparavant.**

Déjà, Mourad Eulmi, patron de Volkswagen, dit ne pas être le dernier à applaudir le fait que le gouvernement ait fini par établir «une stratégie très claire» sur le secteur de l'industrie automobile en général.

Une stratégie, a-t-il rappelé, qui a commencé à voir le jour en 2014 avec la loi de finances de cette année-là qui prévoyait l'organisation du marché des véhicules neufs, puis l'industrie pour consti-

tuer, en fin de compte, un relais de croissance pour le pays. Mais, tout n'est pas allé dans la direction souhaitée comme l'illustrent parfaitement les chiffres de l'exercice dernier qui avait vu le quota de véhicules importé avoisiner le milliard de dollars alors que le marché de la pièce de rechange, qui a atteint une facture de 1,2 milliard de dollars, a «complètement échappé au contrôle de l'Etat», a assuré le vice-président de l'Association des concessionnaires automobiles, les concessionnaires qui, eux, n'ont importé que pour 200 millions de dollars de ces pièces de rechange.

D'où provient alors cette pièce détachée qui a coûté à l'Algérie un milliard de dollars ? Mourad Eulmi, comme tout le monde le sait d'ailleurs, pointe le doigt sur l'Asie où cette pièce est contrefaite et, également, où l'on pratique la surfacturation. «On peut mettre de l'ordre très rapidement et réduire de 500 millions de dollars la facture globale», a assuré le patron de Volkswagen-Algérie, à la condition d'impliquer les constructeurs. Cela

entre dans une approche globale qui nécessite une réorganisation, «étape par étape». Donc, du point de vue des concessionnaires que représente Eulmi, il va falloir impérativement impliquer les constructeurs dans l'importation de la pièce de rechange «pour ensuite penser à aller vers une industrie de cette pièce qui contribuera à avoir une vraie industrie de l'automobile».

«Si on veut développer une industrie de la pièce de rechange, il faut le faire avec le constructeur, l'impliquer directement et c'est à lui que revient d'établir un cahier des charges pour homologuer les équipementiers», a expliqué Mourad Eulmi qui a également défendu la cause de cet embryon de l'industrie de la pièce de rechange qui existe en Algérie mais qui se trouve concurrencée par la contrefaçon.

L'industrialisation du pays dans le domaine de l'automobile est possible, a insisté l'invité de la Chaîne 3 qui dit ne pas comprendre que les atouts dont dispose l'Algérie ne soient pas exploités.

«Dans la production de tous les équipements en plastique, par exemple, nous avons des potentialités autrement plus importantes que les pays voisins (...) L'Algérie, qui est entourée par 114 usines d'automobiles et n'est qu'à quelques heures de l'Europe avec laquelle nous avons des accords commerciaux, peut prétendre à une industrie de la pièce de rechange, mais encore une fois, à condition d'impliquer les constructeurs», telle est la conviction du vice-président de l'Association des concessionnaires qui, pour se vouloir encore plus convaincant, voire pour titiller un peu l'amour-propre des Algériens, estime incompréhensible que la Tunisie exporte pour 5 milliards et le Maroc 7 de leur industrie de la pièce de rechange. «On peut le faire mais il va falloir commencer maintenant», conclut Mourad Eulmi avant de donner son point de vue sur le marché de l'occasion qui génère l'équivalent de 7 milliards de dollars, mais qui échappe aux pouvoirs publics.

M. Azedine